



A754 - Rapport économique 2024

ETHIOPIE

13.06.2024

Sommaire

Une nouvelle dynamique économique semble s'ouvrir en Ethiopie après deux années marquées par la pandémie et le conflit avec le Tigré. Avec une croissance de 6,2% en 2023, une libéralisation graduelle de l'économie, une démographie jeune et en forte augmentation, l'Ethiopie est un pays aux nombreuses opportunités. Son appétit pour les investisseurs étrangers et son souhait de moderniser son économie constituent également des signes prometteurs.

Toutefois, de nombreux défis font de l'ombre aux ambitions éthiopiennes. Malgré l'Accord de paix de Pretoria de novembre 2022, des tensions régionales menacent la stabilité du pays, notamment en Oromia et en Amhara. Les problèmes de sécheresse et d'inondation, amplifiés par le changement climatique et le phénomène El Niño, les mouvements migratoires, en augmentation depuis le début de la guerre au Soudan, l'inflation toujours importante, les problèmes d'accès aux devises étrangères, la dévaluation de sa monnaie et les infrastructures sous-développées soulèvent des questions sur la résilience de l'économie éthiopienne. La nouvelle législation de l'UE sur la déforestation pourrait mettre en difficulté toute l'industrie du café si des clarifications sur sa mise en œuvre ne sont pas apportées rapidement.

Le gouvernement s'efforce dans ce contexte de poursuivre la mise en œuvre des réformes engagées, notamment dans le domaine des marchés financiers, et continue sur la voie de la privatisation partielle de ses entreprises dans les domaines du sucre, des télécommunications, des banques et des transports aériens. Ses efforts pour attirer les investisseurs étrangers en particulier dans les secteurs touristique, manufacturier, minier, agricole et des ICT sont visibles. Pour convaincre ces derniers, plusieurs paramètres du contexte économique devront encore être considérablement améliorés. Si elles aboutissent, les négociations en cours avec le FMI pourraient aussi ouvrir une nouvelle ère économique dans le pays avec des conséquences politiques et sociales importantes.

L'Ethiopie offre des opportunités intéressantes pour les entreprises et investisseurs suisses, en particulier dans les secteurs bancaires, qui s'ouvre aux investisseurs étrangers, pharmaceutique, des

produits de qualité et des technologies de pointe. La Suisse a exporté en premier lieu des produits de construction et des produits pharmaceutiques en 2022 et importé des produits agricoles (café).

TABLE DES MATIÈRES

| | | |
|----------|--|----------|
| 1 | SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE | 3 |
| 2 | SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES | 5 |
| 3 | POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE | 6 |
| 3.1 | Politique et priorités du pays hôte | 6 |
| 3.2 | Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif) | 6 |
| 4 | COMMERCE EXTÉRIEUR | 7 |
| 4.1 | Evolution et perspectives générales | 7 |
| 4.1.1 | <i>Commerce de marchandises</i> | 7 |
| 4.1.2 | <i>Commerce de services (si données disponibles)</i> | 7 |
| 4.2 | Commerce bilatéral | 7 |
| 4.2.1 | <i>Commerce de marchandises</i> | 7 |
| 5 | INVESTISSEMENTS DIRECTS | 8 |
| 5.1 | Evolution et perspectives générales | 8 |
| 5.2 | Investissements bilatéraux | 9 |
| 6 | PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE | 9 |
| 6.1 | Instruments de la promotion économique extérieure suisse | 9 |
| 6.2 | Intérêt du pays hôte pour la Suisse | 9 |
| | ANNEXE 1 – Structure de l'économie | 11 |
| | ANNEXE 2 – Principales données économiques | 12 |
| | ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux | 13 |
| | ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux | 14 |
| | ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs | 15 |

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La conclusion de l'accord de cessation des hostilités entre le gouvernement fédéral et le TPLF ont permis un retour à une situation stable dans la majeure partie de la région du Tigré, malgré un manque de suivi dans sa mise en œuvre. Toutefois, des tensions ethniques en particulier dans la région Amhara et de celle d'Oromia, qui se sont traduits par des actes de violence armée en Amhara et en Oromia entre des groupes rebelles et l'armée fédérale, ont marqué l'année écoulée. Ces tensions ont conduit à une dégradation de la sécurité dans le pays, et à un ralentissement économique. Les chocs locaux et mondiaux des dernières années sont encore difficiles à digérer en Éthiopie : d'une part, il faut encore absorber les conséquences globales de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, d'autre part, il existe encore des tensions intercommunautaires localisées dans différentes parties du pays, des inondations et de la sécheresse. Le FMI prévoit une croissance stable de 6,2 % en 2024¹, soit un taux stable depuis 2020 mais encore inférieur aux taux entre 8 et 11% qui ont prévalu pendant une décennie jusqu'en 2016. Sur le plan extérieur, après une amélioration des relations bilatérales avec les États-Unis et l'UE en 2023, des signes sceptiques sont à nouveau perceptibles. Les critiques et avertissements se multiplient. La réintégration de l'Éthiopie dans le programme de préférences commerciales African Growth and Opportunity Act (AGOA) qui court jusqu'à septembre 2025 et dont l'Éthiopie avait été exclue au 1^{er} janvier 2022 en raison de la situation des droits de l'homme reste en suspens, notamment face au contexte actuel en Amhara et Oromia.

Les relations économiques avec des partenaires non occidentaux comme la Chine et la Russie se sont encore renforcées, notamment suite à l'adhésion de l'Éthiopie aux BRICS au 1^{er} janvier 2024. Par ailleurs, le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a rencontré le Président chinois Xi Jinping en août 2023 dans le contexte du BRICS-Africa Outreach et de la rencontre BRICS Plus. Ils ont exprimé à cette occasion leur intérêt mutuel à renforcer leurs relations sur le plan bilatéral ainsi que leur partenariat dans les plateformes multilatérales. En outre, la Chine a indiqué suspendre tous les paiements dus par l'Éthiopie en 2023 et 2024 et soutenir l'adhésion à l'OMC des pays les moins développés tels que l'Éthiopie.

Au-delà des événements particuliers et des tensions et conflits dans différentes parties du pays, d'importants défis structurels qui pourraient encore péjorer l'économie subsistent. Le manque de diversification de l'économie expose le pays aux fluctuations des prix sur le marché mondial et les changements structurels souhaités ne se font que lentement. Le programme de réformes économiques négocié avec le FMI pourrait permettre à l'Éthiopie de surpasser ses difficultés et de revenir à un taux de croissance pré-2016. Le pays souffre encore d'un manque de devises – ses réserves de monnaie étrangère (forex) ne couvraient pas même deux semaines d'importations en septembre 2023² – et le taux de change continue d'être déprécié. En janvier 2024, la différence entre le taux de change officiel et parallèle s'élevait toujours à presque 100%. D'autres problèmes structurels pour le développement économique sont le niveau élevé de la dette et un déficit commercial considérable, qui augmente encore la dette. Les négociations sur la restructuration de la dette lancées en novembre 2021 dans le cadre du G20 Common Framework ont toutefois fait des progrès significatifs et un plan de réformes économiques pourrait être rapidement conclu avec le FMI. En outre, en septembre 2023, l'agence de notation internationale Moody a abaissé la note de l'Éthiopie en raison de la probabilité que le pays soit en défaut sur ses dettes en devises étrangères du secteur privé. En novembre 2023, une autre agence de notation, Fitch, a également abaissé la note du pays concernant la probabilité qu'il soit en défaut, notamment en raison des progrès limités réalisés dans le cadre de l'initiative pour l'allègement de la dette du Cadre commun du G20. L'Éthiopie s'est d'ailleurs retrouvée en défaut de paiement en décembre 2023 après avoir échoué à payer les intérêts s'élevant à 33 millions de dollars sur son Eurobond, ce qui a amené cette dernière agence de notation à encore abaisser sa note. Le gouvernement a réussi à conclure un accord avec le Club de Paris en novembre 2023 pour rééchelonner ses dettes envers ses créanciers officiels, avec toutefois un délai initialement fixé au 31 mars 2024 pour adopter le programme négocié avec le FMI. Ce délai a été prolongé à fin juin 2024 afin de permettre au

¹ <https://www.imf.org/en/Countries/ETH>.

² UNDP Quarterly Report January 2024.

gouvernement et à l'équipe technique du FMI de finaliser l'accord au niveau des services, puis au Conseil du FMI d'approuver ce dernier. Il est toutefois prévu que l'Eurobond arrive à maturité à la fin de l'année 2024 ce qui pourrait poser des problèmes pour le pays en termes de liquidités. L'Ethiopie connaît en 2024 également des difficultés pour appréhender et mettre en œuvre dès la fin de l'année les nouvelles obligations imposées par l'UE en termes de déforestation et qui impacte en premier lieu les petits producteurs. Le gouvernement a demandé un ajournement de la mise en œuvre de cette nouvelle législation afin d'avoir plus de temps pour remplir les conditions imposées mais l'UE n'a pas accepté cette requête.

L'inflation, élevée depuis quelques années déjà, constitue un problème persistant, plus importante que la moyenne des pays d'Afrique sub-saharienne et la plus élevée des pays de la Corne de l'Afrique. Les moteurs de cette inflation sont non seulement le manque de devises étrangères couplé au marché de change parallèle, les pertes de récoltes et de bétail, ainsi que des perturbations des activités et des chaînes de production, dues aux tensions régionales persistantes et à la sécheresse, en particulier dans le sud-est du pays, mais aussi une demande excédentaire, notamment pour l'alimentation. Des mesures ont été prises par le gouvernement pour réduire l'inflation, telles que l'introduction des marchés du dimanche afin de mettre directement en contact les agriculteurs et les consommateurs, les subventions aux produits de consommation essentiels et à d'autres, mais ces mesures restent inefficaces. Les efforts d'atténuation ont en effet été entravés par les prix élevés sur le marché mondial (notamment à cause de la guerre en Ukraine). Les prix des denrées alimentaires tirent l'inflation, malgré une baisse du taux d'inflation de 34.2% en mars 2023 à 25.6% en avril 2024, en raison du mélange explosif de la baisse de l'offre et de la hausse de la demande. Pour contrer cette évolution, le gouvernement s'efforce d'atteindre l'autosuffisance ; la production agricole nationale, notamment de blé, doit être augmentée et assurée toute l'année. Le fort déclin de l'utilisation du Canal de Suez en raison de la situation en Mer rouge a également eu un impact négatif sur l'économie éthiopienne. Malgré ces problèmes, l'économie éthiopienne est en cours de transition : le gouvernement souhaite la rendre plus ouverte et orientée sur le marché ainsi que moins dépendante des subventions étatiques. Cette transition est considérée comme nécessaire mais exacerbe également l'inflation, en raison de la suppression graduelle des subventions sur certains produits.

Du point de vue démographique, la population jeune (âge moyen de 19,5 ans) apporte une force de travail considérable que la structure du marché du travail, encore largement agricole, n'est pas en mesure d'absorber, compte tenu du fait que cette frange de la population est en concurrence avec les personnes déplacées à l'intérieur du pays qui doivent parfois être réintégrées. Des programmes de formation professionnelle ont ainsi été développés par le gouvernement éthiopien pour faciliter l'intégration sur le marché du travail et stimuler la croissance économique.

Les élections de 2021 ont permis d'insuffler différents efforts de réforme. En 2021, la mise en œuvre du Ten-Year Perspective Development Plan a débuté, complétant ainsi la Home-Grown Economic Reform lancée en 2019, des projets tous deux soutenus par la Banque mondiale. L'objectif central des réformes est de passer d'une économie dirigée par l'État depuis des décennies à une économie de marché, qui repose sur un secteur privé diversifié et dynamique, qui attire et mobilise les investissements nationaux et étrangers, lesquels entraînent à leur tour la création d'emplois. Dans ce contexte, le Premier ministre a inauguré en août 2022 une zone de libre-échange afin de stimuler le commerce international. La deuxième phase de la Home-Grown Economic Reform sera implémentée en 2024-2026 et vise à développer une économie plus résiliente. En particulier, il est prévu d'ouvrir le commerce de détail à des investisseurs étrangers. La Banque nationale d'Ethiopie a également dévoilé son plan stratégique sur trois ans en février 2024 avec un programme de réformes visant à remanier les systèmes monétaires et financiers par le biais de plusieurs initiatives de grande envergure. Il s'agit de transitionner vers un régime politique monétaire moderne, basé sur le marché, de garantir la stabilité du système financier, de promouvoir l'inclusion et la numérisation ainsi que l'excellence opérationnelle et une solide gouvernance, de réduire l'inflation et d'augmenter les réserves de devises étrangères. Pour mettre en œuvre cette transition, la NBE prévoit de créer un comité de politique monétaire chargé de fixer les taux d'intérêt d'ici à la mi-2024.

De plus, les efforts de privatisation en cours se poursuivent, notamment grâce à l'Ethiopian Investment Holding, qui influence l'élaboration de réglementations plus libérales et offrant

une plus grande sécurité juridique aux investisseurs privés. Il est également prévu que cette dernière détienne 25% des actions de la nouvelle bourse éthiopienne (ESX), dont la levée de fonds a débuté en novembre 2023. Emmené par des investisseurs domestiques et étrangers, l'exercice s'est clôturé avec un capital d'un peu plus de \$26 millions, surpassant son objectif initial pour un total de 240% du capital attendu³. L'ESX vise le financement des entreprises privées éthiopiennes ainsi que la privatisation – à tout le moins partielle – des entreprises publiques. Les autorités souhaitent que la bourse soit pleinement opérationnelle en 2024 ou 2025 et qu'au moins cinq entreprises publiques et 8 entreprises privées soient cotées la première année. La participation à l'ESX est ouverte aux investisseurs locaux et étrangers. Un autre chantier important des réformes concerne les marchés financiers, ainsi qu'un éventuel passage à des taux de change flexibles. Il est difficile d'estimer dans quelle mesure et à quel rythme ces réformes seront mises en œuvre. Le gouvernement a annoncé en mai 2023 qu'il allait octroyer entre trois à cinq licences à des investisseurs étrangers pour leur permettre d'investir dans des banques éthiopiennes et la première licence pour des services de conseil en investissements a été accordée à la société Deloitte début avril 2024. Son appel d'offres pour accorder une licence à un troisième prestataire de télécommunications n'a pas suscité l'intérêt escompté et a été annulée en novembre 2023. En janvier 2024, l'autorité éthiopienne des marchés des capitaux a adopté des directives encadrant la délivrance de licences dans certains secteurs d'activités⁴. 21 licences (dont 19 à des entreprises étrangères) ont été en outre délivrées pour miner de la cryptomonnaie – activité légale depuis 2022 – et l'Ethiopian Investment Holding a signé un accord avec une entreprise privée de Hong Kong pour construire un centre de données pour le minage et le développement d'outils d'intelligence artificielle. Ces développements ont été accompagnés par l'adoption de la première loi de protection des données.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

L'Éthiopie offre un grand potentiel économique et a donc été identifiée comme une lionne économique dans la stratégie pour l'Afrique subsaharienne. Le gouvernement a pris des mesures pour attirer les investisseurs étrangers, notamment en ouvrant partiellement certaines industries (touristiques, manufacturières, minières, agricoles et des ICT) ainsi qu'en offrant des exemptions fiscales, une garantie contre l'expropriation, des facilitations d'exportation et un service d'accompagnement par l'Ethiopian Investment Commission. Avec la réforme du secteur financier des dernières années, le gouvernement a initié une transition vers la finance digitale et le marché des capitaux – notamment en fondant la Capital Market Authority qui a par la suite délivré sa première licence à Deloitte – et a encouragé l'accès aux emprunts⁵. Le secteur bancaire, les biens et services pharmaceutiques, les produits de qualité pour lesquels il existe une demande croissante en Éthiopie et les technologies de pointe qui peuvent être vendues comme composants externalisés de grands projets d'infrastructure sont actuellement les secteurs les plus prometteurs pour les investisseurs suisses.

Le pays forme une vaste majorité (70%) d'étudiants dans les domaines scientifiques et technologiques, ce qui offre un grand réservoir de compétences.

Dans le contexte décrit, les quelque 30 à 40 entreprises suisses actives dans le pays rencontrent toutefois des difficultés considérables pour gagner des parts de marché ou s'imposer sur le marché, ainsi que pour obtenir des devises, comme d'autres entreprises étrangères mais aussi locales. Selon les observations de l'Ambassade, les entreprises suisses sondent régulièrement le marché éthiopien, ce qui se traduit par des investissements sporadiques.

La libéralisation du secteur financier pourrait offrir un grand potentiel pour les entreprises suisses. Cependant, seules trois à cinq licences devraient être octroyées par le gouvernement dans les cinq prochaines années, ce qui réduit les possibilités d'investissement.

En outre, les risques liés aux investissements (bureaucratie, népotisme, manque de

³ <https://esxethiopia.com>

⁴ <https://www.undp.org/ethiopia/press-releases/undp-partners-national-bank-ethiopia-set-innovative-finance-lab-msmes>

⁵ Discours du Premier ministre au parlement du 6 juillet 2023.

devises, concurrence déloyale, insécurité) sont tels qu'il peut toujours sembler plus prudent pour les entreprises suisses qui n'ont pas encore d'expérience du marché éthiopien de se concentrer dans un premier temps sur le commerce de biens et de services par le biais de représentations sur place qui travaillent avec des agents locaux.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

L'économie éthiopienne est historiquement très marquée par le contrôle de l'État. Jusqu'à aujourd'hui, celui-ci et des réflexes protectionnistes sont clairement perceptibles. L'Éthiopie maintient des taxes d'importation élevées sauf dans les secteurs identifiés comme prioritaires (industries touristiques, manufacturières, minières, agricoles et des ICT) qui offrent des exemptions fiscales et douanières. Toutefois, en pratique, les formalités restent compliquées pour les importateurs qui font face à de la bureaucratie et du népotisme. Le gouvernement continue de miser sur la stimulation de la croissance économique. Celle-ci a pu être maintenue dans les chiffres noirs l'année dernière avec 6.2%⁶ et doit maintenant continuer sa croissance afin de retrouver son niveau d'avant pandémie COVID-19 et conflit interne.

À long terme, l'Éthiopie n'est pas avare de plans et de stratégies ambitieux, et les réformes sont poursuivies activement notamment avec les projets d'octroyer trois à cinq licences bancaires à des investisseurs étrangers, d'ouvrir plusieurs zones de libre-échanges supplémentaires et est sur le point de lancer la bourse éthiopienne (ESX). L'objectif est d'encourager les privatisations dans les industries du sucre, des transports aériens, des télécommunications et des banques, d'assouplir progressivement la politique de change et de se (re)rapprocher politiquement de ses principaux partenaires commerciaux. Dans ce but, la 2^{ème} partie de la réforme économique devrait être officiellement lancée prochainement pour une mise en œuvre de 2024 à 2026. De plus, l'Éthiopie a dévoilé un programme destiné à reconstruire le Tigré et les autres régions fortement affectées par le conflit comme l'Afar et l'Amhara sur les cinq prochaines années. Par ailleurs, l'Éthiopie est toujours candidate à l'accession à l'OMC. Une délégation éthiopienne a d'ailleurs participé à la Conférence ministérielle de l'OMC en février 2024 et le pays s'est fixé comme objectif d'y entrer en 2026.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

L'ouverture économique envisagée et, en particulier, l'intérêt démontré par l'Éthiopie d'associer des partenaires étrangers à ses efforts de privatisation, offrent à la Suisse des opportunités d'intensifier son partenariat avec l'Éthiopie, en particulier dans le secteur bancaire qui va s'ouvrir partiellement aux investisseurs étrangers dans les cinq prochaines années. L'Éthiopie a également exprimé son intérêt pour une coopération accrue avec la Suisse dans le secteur de la santé et des investissements pharmaceutiques. Les produits de qualité et les technologies de pointe représentent également des opportunités intéressantes pour les investisseurs suisses.

Aucun potentiel de discrimination n'a été identifié, même s'il convient d'attirer l'attention sur l'incertitude politique et les difficultés bureaucratiques. En été 2021, la Suisse et l'Éthiopie ont signé une convention contre les doubles impositions dans le but de créer une sécurité juridique supplémentaire. Elle est entrée en vigueur le 10 août 2023. Les dispositions qu'elle contient s'appliqueront à la Suisse à partir du 1er janvier 2024 et à l'Éthiopie à partir du 8 juillet 2024 (l'année fiscale en Éthiopie commence le 8 juillet). Dans le contexte de la reconstruction du pays après le conflit dans le Nord, le savoir-faire et les produits suisses dans les secteurs pharmaceutiques, agro-alimentaires et de la construction pourraient être utiles et susciter une demande particulière en Éthiopie.

Les produits à prix élevés comme ceux de la Suisse devraient toutefois trouver moins d'acheteurs en Éthiopie à court et moyen terme que les produits d'autres régions qui peuvent offrir des prix plus compétitifs.

⁶ <https://www.imf.org/external/datamapper/profile/ETH>

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

4.1.1 Commerce de marchandises

En 2022, l'Éthiopie a continué d'importer des marchandises pour une valeur de plus de quatre fois supérieure (17,1 milliards de dollars) à celle de ses exportations (3,6 milliards de dollars)⁷. Par conséquent, le déficit commercial du pays est resté élevé (13,5 milliards de dollars). Il est resté stable par rapport à 2022 mais représente toujours une augmentation près de 40% par rapport à 2021, ce qui s'est expliqué en 2022 par une forte augmentation des importations de 27% contre une augmentation moins marquée de 13,9% pour les exportations par rapport à l'année précédente alors que l'année 2023 a vu une légère diminution des importations et des exportations.

Au total, les exportations de marchandises représentaient environ 3,6% du PIB éthiopien en 2021-22, ce qui est faible par rapport à la moyenne des autres pays africains (la part des exportations de biens en Afrique subsaharienne s'élève à 12,2% du PIB selon la Banque mondiale) et ne représente pas une augmentation marquée par rapport à l'année précédente (3,4%).

Selon la Banque nationale d'Éthiopie (chiffres pour l'année fiscale 2021-22), la Chine se distingue comme le principal partenaire économique en termes d'importations (18,4%), devant l'Inde (15,2%), les Émirats arabes unis (6,8%), le Koweït (5,9%), la Turquie (5,8%) et les États-Unis (5,5%). L'Europe est nettement en retrait, avec seulement 16,1% des importations (dont 0,5% depuis la Suisse).

La situation est en revanche différente pour les exportations éthiopiennes : l'Europe est le principal partenaire d'exportation avec 40,8%, dont 32,8% pour la Suisse, ce qui en fait le premier pays de destination des exportations éthiopiennes (549 millions de dollars, soit 13,3% des exportations éthiopiennes, ce qui représente un recul de 5% par rapport à 2020-2021). Les autres partenaires commerciaux importants sont les Pays-Bas (9,4%), les États-Unis (8,7%), la Somalie (8,3%), et l'Arabie saoudite et l'Allemagne (toutes deux à 6,8%)⁸.

Cette position exceptionnelle de la Suisse dans les statistiques du gouvernement éthiopien s'explique probablement par des exportations d'or élevées à destination de la Suisse. Les chiffres officiels suisses ne permettent pas de tracer le volume des importations d'or en provenance de l'Éthiopie car ces dernières transitent généralement par des pays intermédiaires et sont incluses dans les statistiques d'importations concernant ces pays ou n'entrent pas directement en Suisse. De manière générale, les importations d'or de la Suisse en provenance d'Éthiopie ont fortement fluctué par le passé. De son côté, la Banque nationale éthiopienne a fait de gros efforts depuis 2020 pour contrer le commerce illégal de l'or qui représente désormais une part importante des exportations totales du pays, en deuxième position derrière le café.

4.1.2 Commerce de services (si données disponibles)

En 2021-22, les importations se sont élevées à 4,9 milliards de dollars alors que les exportations de services de l'Éthiopie, qui ont considérablement augmenté ces dernières années, représentent 6,2 milliards de dollars, soit 5,4 % du PIB, en 2021-22⁹.

4.2 Commerce bilatéral

4.2.1 Commerce de marchandises

⁷ UNDP Quarterly Economic Profile January 2024, p. 17.

⁸ NBE Annual Report 2021-2022 : <https://nbebank.com/wp-content/uploads/pdf/annualbulletin/Annual%20Report%202020-2021/2021-22%20Annual%20report.pdf>

⁹ Chiffres de Cepheus, Ethiopia Trade Review.

En 2022, l'Éthiopie se situait à la 99e place des partenaires commerciaux de la Suisse (11e place sur le continent africain), à l'exception des valeurs relatives au commerce des métaux précieux. Depuis 2020, le volume du commerce extérieur avec l'Éthiopie a légèrement diminué, passant de CHF 105,7 millions en 2020, à CHF 98 millions en 2021 et CHF 91 millions en 2022. À titre de comparaison, ce bilan avait constamment augmenté jusqu'en 2020 (d'environ 10% en 2019), mais a toujours été marqué par d'importantes fluctuations. L'inversion du signe de la balance commerciale est frappante depuis 2020: les importations suisses en provenance d'Éthiopie ont augmenté de 28% en 2021 pour atteindre CHF 58,4 millions, et de 28% à nouveau en 2022 pour atteindre CHF 75 millions, tandis que les exportations se sont effondrées de 34% pour atteindre CHF 39,6 millions en 2021, puis encore de 58,6% en 2022 pour atteindre CHF 16 millions, ce qui conduit à une balance commerciale bilatérale fortement négative du point de vue suisse avec un déficit de CHF 59 millions. L'effondrement des exportations est principalement dû aux fluctuations des exportations pharmaceutiques, l'augmentation des importations à une hausse constante des importations de produits agricoles.

A noter qu'en 2022, la Suisse a exporté majoritairement des produits de construction, probablement en raison de la pénurie de ciment que connaît l'Éthiopie depuis 2018.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

En 2022, les investissements directs étrangers (IDE) ont chuté à de 4,3 à 3,7 milliards de dollars, selon le Rapport mondial sur l'investissement 2023 de la CNUCED, en raison de la guerre en Ukraine, de l'inflation dans les secteurs alimentaires et de l'énergie, ainsi que de la pression de la dette. Avec un déclin de 14% par rapport à 2021, l'Éthiopie ne suit pas la tendance générale en Afrique de l'Est, qui a connu une augmentation de 3% des IDE en 2022. Après avoir atteint un pic en 2017 avec plus de 4 milliards de dollars d'IDE, la tendance montre une baisse constante au cours des dernières années, notamment en raison du conflit dans le Nord. Toutefois, l'Éthiopie se maintient dans les 5 pays qui concentrent 70% des IDE dans les pays les moins développés (PMD) et est le plus grand récipiendaire des 33 PMD africains¹⁰.

Malgré les objectifs ambitieux du gouvernement, il existe encore quelques obstacles que les investissements étrangers doivent surmonter. La bureaucratie est lente et les réglementations, qui prévoient par exemple dans de nombreux secteurs une filiale locale pour les entreprises étrangères, compliquent une éventuelle entrée sur le marché. Parallèlement, des secteurs importants comme l'industrie textile et le tourisme ont été et sont encore touchés par l'instabilité politique et sécuritaire. La loi sur les investissements de septembre 2020 a toutefois simplifié le processus avec des exemptions fiscales et douanières, des facilitations d'implémentation ainsi qu'un service d'accompagnement par l'Ethiopian Investment Commission. En outre, le gouvernement a annoncé la privatisation partielle de Ethio Telecom, l'opérateur public de télécommunications, en ouvrant le processus aux investisseurs étrangers également. De plus, il a accordé une licence de téléphonie mobile et de transfert d'argent mobile à Safaricom, opérateur kényan, et prévoit d'accorder une licence supplémentaire à un autre opérateur étranger. La libéralisation de l'industrie du sucre, des transports aériens (la filiale Cargo de Ethiopian Airlines) et des banques a également été initiée.

A noter également qu'Addis Abeba a été classée au deuxième rang global, après Pékin, pour attirer des IDE dans la construction de data centers. Un data center a d'ailleurs été inauguré en novembre 2023 par une entreprise pan-africaine et un MoU a été signé en février 2024 entre le gouvernement et une entreprise de Hong Kong pour la construction d'un data center destiné au minage de crypto-monnaies. Ces ouvertures sont liées à la finalisation du Grand Ethiopian Renaissance Dam qui augmente les capacités électriques du pays (dont 92% de la production est hydroélectrique).

Au début de l'année 2020, les États-Unis avait annoncé vouloir investir 5 milliards de dollars

¹⁰ https://unctad.org/system/files/official-document/wir2023_en.pdf

en Éthiopie d'ici 2022 dans le cadre de leur initiative Prosper Africa. Probablement en raison des tensions politiques, seuls 216 millions de dollars ont finalement été investis, en particulier dans le secteur énergétique. La visite en Ethiopie du Secrétaire d'Etat Anthony Blinken en mars 2023 et la levée en juin 2023 par les Etats-Unis de leur désignation de l'Ethiopie en tant qu'état « engagé dans un modèle de violations flagrantes des droits humains » suggéraient un retour à la normale des relations bilatérales économiques et possiblement une réintégration de l'Ethiopie dans l'AGOA, dont l'Ethiopie avait été exclue au 1^{er} janvier 2022 dans le contexte du conflit dans le Nord. A noter que la réintégration est une question examinée séparément dans le cadre de la revue annuelle de l'éligibilité des pays de l'Afrique subsaharienne à une participation à l'AGOA. En plus de ne pas être reconnus coupables de violations flagrantes des droits humains, les pays doivent notamment remplir les conditions d'éligibilité suivantes : avoir accompli des progrès substantiels dans la mise en place d'une économie de marché, respecter l'État de droit et la mise en œuvre de politiques économiques qui réduisent la pauvreté et luttent contre la corruption et les pots-de-vin. Les Etats doivent également protéger les droits des travailleurs avec des standards internationalement reconnus et ne pas s'engager dans des activités qui portent atteinte à la politique étrangère ou aux intérêts de sécurité nationale des États-Unis. L'AGOA arrivera à échéance en septembre 2025 et pourrait selon les observateurs soit être poursuivi, soit être remplacé par un nouvel accord de libre-échange¹¹.

5.2 Investissements bilatéraux

Il n'existe pas de statistiques sur les investissements bilatéraux et l'Ambassade n'a pas connaissance d'investissements suisses importants réalisés au cours de l'année écoulée. On constate toutefois une tendance à la hausse du nombre de demandes de la part de Suisses intéressés par des investissements. L'entrée en force de la Convention contre les doubles impositions devrait en outre améliorer les conditions pour les investissements bilatéraux et créer ainsi les incitations correspondantes, tout comme l'entrée en vigueur de la loi sur les investissements, malgré les obstacles bureaucratiques.

Parallèlement, les efforts actuels de l'Éthiopie pour encourager les privatisations et l'entrée sur le marché étranger, notamment sur le plan réglementaire, offrent des opportunités potentielles pour les investissements suisses, en particulier dans le domaine bancaire et pharmaceutique.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

L'Ambassade à Addis Abeba entretient des échanges réguliers avec les entreprises suisses qui s'intéressent au marché éthiopien ou qui y sont actives. Elle organise régulièrement des conférences avec des représentants des autorités gouvernementales et des organisations internationales, ainsi que des événements de réseautage. L'objectif est d'ouvrir des portes et de créer des plates-formes où les entreprises peuvent se familiariser avec l'environnement local du « doing business ».

Les partenaires principaux en Suisse sont Switzerland Global Enterprise (S-GE) et l'entreprise Rainbow Unlimited, qui gère le Swiss-African Business Circle.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

Un Forum sur le commerce, les investissements et le tourisme est en cours d'organisation par une entreprise privée éthiopienne en collaboration étroite avec le gouvernement éthiopien mais aucune date n'a encore été formellement fixée. Ce forum semble toutefois plus dédié à attirer des investisseurs étrangers en Ethiopie qu'à encourager des entreprises éthiopiennes à investir en Suisse. La Suisse est en effet bien perçue, mais reste financièrement inaccessible à la majorité de la population en tant que lieu de tourisme, d'éducation ou d'autres services.

¹¹ https://www.globalcompliancenes.com/2023/06/23/https-insightplus-bakermckenzie-com-bm-international-commercial-trade-africa-the-african-growth-and-opportunity-act-nears-its-deadline_062023/

Si des investissements éthiopiens sont réalisés en Suisse, on peut s'attendre à ce que le montant soit négligeable (chiffres non disponibles).

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du pays hôte

| | <i>Année 2017</i> | <i>Année 2022</i> |
|---------------------------|-------------------|-------------------|
| Répartition du PIB | | |
| Secteur primaire | 36,3% | 32,4% |
| Secteur manufacturier | 25,9% | 28,9% |
| Services | 38,8% | 40,0% |
| – dont services publics | N/A | N/A |

| Répartition de l'emploi | <i>Année 2016</i> | <i>Année 2021</i> |
|--------------------------------|-------------------|-------------------|
| Secteur primaire | 67% | 64% |
| Secteur manufacturier | 9% | 10% |
| Services | 24% | 26% |
| – dont services publics | N/A | N/A |

Sources : Banque nationale d'Ethiopie ; Banque mondiale.

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte¹²

| | 2021 | 2022 | 2023 |
|--|--------------|---------------|---------------|
| PIB (USD mia)* | 99,27 | 118,97 | 159,75 |
| PIB/habitant (USD)* | 974 | 1'140 | 1'510 |
| Taux de croissance (% du PIB)* | 6,3 | 6,4 | 6,2 |
| Taux d'inflation (%)* | 26,8 | 33,9 | 30,2 |
| | | | |
| Taux de chômage (%) – Modelé ILO Estimate* | 3,9 | 3,4 | 3,3 |
| Solde budgétaire (% du PIB)*** | -2,8 | -4,2 | -3,5 |
| Solde des transactions courantes (% du PIB)** | -4,1 | -4,1 | N/A |
| | | | |
| Dettes extérieures totales (% du PIB)** | 30,20 | 37,6 | N/A |
| Service de la dette (% des exportations)*** | 20,4 | N/A | N/A |
| Réserves (mois d'importations)*** | N/A | N/A | 1 |

* FMI, Data Mapper, Juin 2024.

** Banque mondiale, Data, Juin 2024.

*** PNUD, Quarterly Economic Profiles.

¹² En raison du peu de données disponibles, différentes sources ont dû être mobilisées à cet effet. A noter que celles-ci peuvent présenter des différences significatives.

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2022

Perspective selon le pays hôte

| Rang | Pays | Exportations par le pays hôte (USD millions) | Part | Var. ¹³ | Rang | Pays | Importations par le pays hôte (USD millions) | Part | Var. ¹⁰ |
|------|-----------------|--|--------------|--------------------|------|-----------------|--|--------------|--------------------|
| 1 | Suisse | 549 | 13,3% | -19,1% | 1 | Chine | 3330 | 18,4% | 1,9% |
| 2 | Pays-Bas | 387 | 9,4% | 31,6% | 2 | Inde | 2758 | 15,2% | 56,3% |
| 3 | USA | 358 | 8,7% | 29,8% | 3 | EAU | 1236 | 6,8% | 31,4% |
| 4 | Somalie | 343 | 8,3% | 62,5% | 4 | Arabie saoudite | 1145 | 6,3% | 132,4% |
| 5 | Arabie saoudite | 279 | 6,8% | 33,7% | 5 | Koweït | 1079 | 5,9% | 131,9% |
| 5 | Allemagne | 279 | 6,8% | 69,6% | 6 | Turquie | 1053 | 5,8% | 39,4% |
| | | | | | 7 | USA | 998 | 5,4% | 3,9% |
| | | | | | N/A | Suisse | 18 | 0,08% | -75,6% |
| | Total | 4 100 | 100 % | 13,9% | | Total | 18 100 | 100 % | 29,6% |

Source(s) : Banque nationale d'Ethiopie et Cepheus Research & Analytics.

¹³ Variation par rapport à l'année précédente en %.

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

| | Export (Mio. CHF) | <i>Variation (%)</i> | Import (Mio. CHF) | <i>Variation (%)</i> | Solde (en Mio.) | Volume (en Mio.) |
|---------------------------|-----------------------------|----------------------|-----------------------------|----------------------|---------------------------|----------------------------|
| 2017 | 47,1 | -15,4 | 45,2 | 1,6 | 1,9 | 92,3 |
| 2018 | 24 | -49 | 49,2 | 8,9 | -25,2 | 73,2 |
| 2019 | 42,7 | 76,6 | 53,9 | 9,4 | -11,2 | 96,6 |
| 2020 | 60,2 | 42 | 45,5 | -15,5 | 14,7 | 105,7 |
| 2021 (Total 1)* | 39,6 | -34,2 | 58,4 | 28,2 | -18,8 | 98 |
| 2022 (I-VI)** | 16,4 | -58,6 | 74,8 | 28,2 | -58,4 | 91,2 |

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

***) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

| Exportations | 2021 (% du total) | 2022 (% du total) |
|---|-----------------------------|-----------------------------|
| 1. Produits de construction, huiles et fuels minéraux | 10,7 | 54,3 |
| 2. Produits pharmaceutiques | 73,5 | 26,8 |
| 3. Machines et équipements électriques | 1,9 | 3,7 |
| 4. Machines et accessoires mécaniques | 2,4 | 3,4 |

| Importations | 2021 (% du total) | 2022 (% du total) |
|----------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| 1. Café, thé, épices | 92,8 | 93,3 |
| 2. Vêtements | 3,9 | 2,5 |
| 3. Céréales, farines | 1,5 | 1,4 |
| 4. Légumes | 0,5 | 0,4 |

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières.

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2020

| Rang | Pays | Investissements directs (USD en Mios, stock) | Part | Variation (stock) | Flux année écoulée (USD) |
|------|-----------------|---|-------|----------------------|-----------------------------|
| 1 | China | 3 364 | 31,3% | N/A | N/A |
| 2 | Arabie saoudite | 1 421 | 13,2% | N/A | N/A |
| 3 | Turquie | 915 | 8,5% | N/A | N/A |
| 4 | Etats-Unis | 738 | 7% | N/A | N/A |
| 5 | Inde | 538 | 5% | N/A | N/A |
| N/A | Suisse | N/A | N/A | N/A | N/A |
| | Total | 10 766 | 100 % | N/A | N/A |

Source(s) : Ethiopian Investment Commission, citée par le gouvernement américain.